# Grandes grèves et mobilisations dans tout le pays

# Le 5 novembre 2026, on y sera !

## UN POUVOIR QUI N'ÉCOUTE RIEN ET NE NÉGOCIE JAMAIS EN 5 DATES

- ⇨ Dès **2017**, Macron nouvellement élu tord le droit du travail en réintroduisant, par ordonnance les mesures abandonnées dans la « **Loi travail** » suites aux mobilisations massives de 2016
- ⇨ En **2018**, face au mouvement des **Gilets Jaunes** et un pseudo débat national, ce sont plus de 225 000 revendications qui aujourd'hui dorment encore dans des placards
- ⇨ En **2020**, les 150 propositions de la **Convention citoyenne pour le climat** ne seront pas reprises. 5 ans plus tard, la loi DUPLOMB visant à assouplir les normes environnementales et administratives du secteur agricole est adoptée malgré les 2 129 204 signatures de la pétition « Non à la loi DUPLOMB »
- ⇨ En **2023,** contre l'avis de la population et malgré des manifestations records, **la réforme des retraites** passe en force à coup de 49.3. Ce dispositif qui écrase le débat parlementaire sera utilisé 24 fois par les premiers ministres de Macron.
- ⇨ En 2024, la **dissolution de l'assemblée** et les électives législatives qui suivront seront une fois de plus l'expression du mépris de la démocratie. Alors que le NFP sort gagnant de ces élections même sans majorité absolue, le gouvernement choisit de donner les clés de l'assemblée à la droite et son extrême.

Dans le même temps, la politique d'étouffement du gouvernement s'est aussi traduite obstinément par les mesures les plus anti-sociales : assouplissement des règles du licenciement, durcissement de l'accès et de l'indemnisation de l'assurance chômage, baisse des APL, ralentissement ou gel de la revalorisation de certaines prestations sociales, franchises médicales, augmentation de la participation financière des patients, coupes budgétaires, gel du point d'indice, jours de carence, baisse des indemnités liées à des arrêts de travail …

**Les conséquences sont immédiates : la pauvreté augmente (15,4 % de la population, 9,8 millions de personnes soit + d'1 million en une décennie) et l'extrême droite avec ses milices fascisantes participent de la violence policière contre les manifestant·es.**

La colère sociale est immense et profonde. Elle s'exprime puissamment ces dernières semaines dans les mobilisations des lycéen·nes, des étudiant·es et des salarié·es. Pour seule réponse le gouvernement matraque, éborgne, emprisonne, musèle la liberté d'expression et le droit de manifester ; il s'essuie les pieds sur la démocratie, organise une répression syndicale et un acharnement judiciaire sans précédent (gardes à vue abusives, incarcérations, comparutions immédiates, détention provisoire).

## UN POUVOIR QUI GÂTE LES GRANDES FORTUNES ET LES GRANDES ENTREPRISES

➔ En 15 ans les **500 plus grandes fortunes** de France ont vu leur patrimoine passer **de 241 à 1128 milliards d'euros** tandis que les **cadeaux fiscaux** à leurs avantages se sont multipliés sous MACRON (suppression de l'ISF + baisse de l'impôt sur les sociétés + *Flat tax* sur les revenus du capital, etc.)

➔ Les **avantages accordés aux entreprises** (subventions, dispositifs fiscaux, exonérations de cotisation sociale…) **coûtent à l'Etat 211 milliards/an.** Ces milliards bénéficient avant tout aux grandes entreprises **et vident les caisses de l'Etat et de la sécurité sociale** (branche retraite, santé, famille…)

**10 ans de macronie, ça suffit !** Si MACRON n'avait pas baissé les recettes de l'État de 60 milliards d'euros par an, le déficit public serait aujourd'hui inférieur à 3% au lieu d'avoisiner les 6% ! Cette stratégie économique libérale est à bout de souffle et la jeunesse apporte une bouffée d'air qui montre que le rapport de force peut modifier les choix budgétaires. La lutte massive et convergente des lycéens, des étudiants et des travailleur·euses du public et du privé mène nécessairement à la victoire.

## Avec la CGT-Culture revendiquons :

- **La hausse du SMIC et des minimas sociaux**
- **L'augmentation de 10 % du point d'indice de la Fonction Publique**
- **L'indexation des salaires sur l'inflation (échelle mobile des salaires)**
- **Des moyens renforcés pour le service public culturel**
- **La fin des cadeaux fiscaux accordés aux grandes fortunes**
- **Une réforme des aides accordées aux grandes entreprises**
- **La fin d'un budget de guerre qui ne prépare que la guerre**
- **La levée de toutes les sanctions prise en l'encontre des manifestants**
- **Le respect du droit fondamental de la liberté de manifestation**

**La CGT-Culture appelle l'ensemble des travailleur·euses à se réunir en assemblée générale sur leurs lieux de travail pour définir leurs revendications et organiser la grève et à continuer de faire grandir la mobilisation sociale jusqu'à satisfaction des revendications**

**Une HMI nationale pour tous les personnels du ministère aura lieu mercredi 4 novembre à 13h en salle Malraux au ministère et en visio**